

Le G7 donne le pouvoir à Bill Gates contre la Covid et relance la globalisation

RÉSEAU VOLTAIRE / 20 FÉVRIER 2021

ESPAÑOL



Le G7 s'est réuni par visioconférence, le 19 février 2021, au niveau des chefs d'Etat. Pour la première fois, le président Biden y participait.

Le **communiqué final**, au ton ultra-volontariste, ne contient que deux annonces concrètes :

- ▶ Le G7 participera à la « *COVAX facility* » pour garantir le distribution mondiale équitable de vaccins anti-Covid ;
- ▶ Le G7 relance la globalisation en mieux : elle sera désormais « équitable ».

Pour comprendre ce qui se cache derrière ce déluge de bonnes intentions, il faut savoir :

▶ La « *COVAX facility* » est la partie vaccins de l'ACT-A ; une initiative du G20 (24 avril 2020). Il s'agit d'un groupe multilatéral qui coordonne :

- des gouvernements
- l'OMS, qui est une organisation intergouvernementale
- la Coalition pour les innovations en matière de préparation aux

épidémies (CEPI), qui est une société privée ;

- le Gavi - Alliance du Vaccin, qui est un partenariat des secteurs public et privé ;
- enfin la Fondation Bill et Melinda Gates, qui est une société privée.

L'expression « *COVAX facility* » est mensongèrement traduite par « *facilité COVAX* » dans la version française du communiqué final du G7. Elle désigne en fait la capacité de produire des vaccins et de les homologuer d'un coup pour le monde entier. Pour les gouvernements ne disposant pas de grandes administrations d'homologation, cette coordination doit permettre de gagner du temps. Pour le secteur privé, elle doit « ouvrir les marchés ».

Cette coordination ne sera pas présidée par des États, mais par le Gavi, c'est-à-dire dans les faits par la Fondation Bill and Melinda Gates qui en est à l'origine et le contrôle. Elle n'a donc aucune légitimité démocratique. C'est la raison pour laquelle le président Trump avait refusé que les États-Unis y participent.

Il n'existe aucun moyen de vérifier à quoi exactement servira l'argent public versé à la « *COVAX facility* ». On assiste donc à la mise en place d'un gigantesque système de corruption, comme toujours sous le prétexte de l'urgence.

Les opinions publiques craignent que l'épidémie ne soit utilisée par de grands laboratoires pour s'enrichir de manière disproportionnée, pourtant ces grands laboratoires participeront aux prises de décision dans une coordination délibérément opaque.

Pour le moment, la « *COVAX facility* » ne travaille qu'avec deux laboratoires (AstraZeneca et Pfizer) ; deux sociétés qui ont déjà violé leurs contrats avec l'Union européenne.

► Dans la lignée de cette décision, le G7 a affirmé sa ligne multilatéraliste et globalisante.

- Le « multilatéralisme » se distingue ici de l'« intergouvernemental » en ce qu'il s'appuie sur des partenariats public/privé. Le G7 prend acte de l'évolution sociologique intervenue au cours de la crise sanitaire. Désormais des financiers détiennent des fortunes supérieures au budget annuel de bien des États. Les Exécutifs du monde occidental le reconnaissent et décident de partager leur autorité

démocratique avec celle de ces multi-millionnaires.

- Au plan économique, la globalisation est une liberté de circulation des produits et des capitaux. C'est ce que le G7 vient de mettre en place pour les vaccins anti-Covid : ceux-ci n'auront plus besoin d'être homologués par chaque État, mais pourront l'être globalement pour tous par une autorité privée associant des États.

Le revers de la globalisation, c'est la disparition de la classe moyenne un peu partout en Occident et les émeutes qui s'en suivent. Aussi le G7 annonce-t-il une mondialisation « équitable » (sic). Or, nul n'est capable de dire ce que recouvre ce doux oxymore.